

au moins cinq années consécutives alors qu'ils étaient en fonction à la Cour auront droit à une somme forfaitaire équivalant à dix-huit semaines de leur traitement de base annuel net lorsqu'ils cesseront leurs fonctions à la Cour et se réinstalleront ailleurs qu'aux Pays-Bas, et que les membres de la Cour qui ont établi leur résidence principale à La Haye et l'y ont véritablement maintenue pendant au moins neuf années consécutives alors qu'ils étaient en fonction à la Cour recevront l'équivalent de vingt-quatre semaines de leur traitement de base annuel net lorsqu'ils cesseront leurs fonctions et se réinstalleront ailleurs qu'aux Pays-Bas;

3. *Décide* que, avec effet au 1^{er} janvier 1986, en cas de décès d'un membre de la Cour en fonction, une indemnité sera versée aux survivants sous forme d'une somme forfaitaire équivalant à un mois de traitement de base par année de service, avec un minimum de trois mois et un maximum de neuf mois.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

40/258. Questions relatives au personnel

A

COMPOSITION DU SECRETARIAT

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions antérieures sur les questions relatives au personnel, en particulier sa résolution 39/245 du 18 décembre 1984,

Préoccupée par le fait que les objectifs fixés dans le plan de recrutement à moyen terme pour la période 1983-1985 n'ont pas été atteints,

Rappelant que le paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies dispose que :

"La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation des services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible",

1. *Prie de nouveau* le Secrétaire général de renforcer le rôle et de faire valoir l'autorité du Bureau des services du personnel du Département de l'administration et de la gestion pour le recrutement et toutes les autres questions relatives au personnel dans l'ensemble du Secrétariat, et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa quarante et unième session;

2. *Prie* le Secrétaire général d'élaborer et d'appliquer pour la période 1986-1987 un deuxième plan de recrutement à moyen terme comportant des objectifs précis en ce qui concerne le recrutement de nationaux d'Etats Membres non représentés et sous-représentés, de façon que la représentation de tous les Etats Membres se situe dans la fourchette souhaitable fixée pour eux, et de faire des efforts particuliers pour augmenter le nombre des fonctionnaires recrutés dans les Etats Membres qui se situent en deçà du point médian de ladite fourchette, de façon que leur représentation se rapproche de ce point;

3. *Prie en outre* le Secrétaire général de continuer à assurer la représentation des pays en développement et autres pays aux postes de rang élevé et de direction, compte dû-

ment tenu du principe d'une répartition géographique équitable et conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

4. *Prie* le Secrétaire général de soumettre à l'Assemblée générale, lors de sa quarante et unième session, des propositions concernant la révision du système des fourchettes souhaitables pour faire en sorte que soient pris en considération de façon équilibrée tous les facteurs pertinents pour le calcul des fourchettes souhaitables, y compris le facteur population, en tenant compte des vues exprimées par les Etats Membres à la session en cours⁶⁹;

5. *Prie* le Secrétaire général d'accélérer la procédure de recrutement en imposant des délais stricts aux départements et bureaux concernés pour accomplir les formalités de recrutement;

6. *Prend note* de la proposition du Secrétaire général⁷⁰ d'instituer, à titre expérimental, un système de concours pour le recrutement aux postes de la classe P-3 à l'intention des candidats ayant les qualifications et l'expérience requises, et le prie de présenter un rapport sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa quarante et unième session, en tenant compte des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁷¹, ainsi que des vues exprimées par les Etats Membres à la session en cours⁶⁹;

7. *Prie en outre* le Secrétaire général, dans le cadre des efforts qu'il déploie pour garantir aux fonctionnaires un règlement juste et rapide des litiges et réclamations, de rationaliser les procédures de recours et de continuer à étudier la possibilité de créer un poste de médiateur, et de faire rapport sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa quarante et unième session;

8. *Approuve* l'institution, conformément à la recommandation de la Commission de la fonction publique internationale⁷², d'un régime d'assurance maladie après la cessation de service pour les anciens fonctionnaires recrutés sur le plan local ayant participé au régime de prestations médicales prévu à l'appendice E du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, étant entendu que le Secrétaire général présentera à l'Assemblée générale, lors de sa quarante et unième session, les incidences financières d'une reformulation des dispositions du plan, visant à l'aligner sur les autres systèmes d'assurance maladie existant dans le cadre du régime commun.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

B

AMELIORATION DE LA SITUATION DES FEMMES AU SECRETARIAT

L'Assemblée générale,

Rappelant que l'Article 8 de la Charte des Nations Unies dispose que :

"Aucune restriction ne sera imposée par l'Organisation à l'accès des hommes et des femmes, dans des conditions égales, à toutes les fonctions, dans ses organes principaux et subsidiaires",

Rappelant en outre que le paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte dispose que :

"La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit

⁶⁹ Ibid., quarantième session, Cinquième Commission, 46^e, 47^e, 49^e à 51^e, 53^e à 55^e, 57^e, 59^e, 62^e et 69^e séances; et *ibid.*, Cinquième Commission, Fascicule de session, rectificatif.

⁷⁰ Voir A/C.5/40/39, par. 29.

⁷¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarantième session, Supplément n° 7A (A/40/7/Add.1 à 18), document A/40/7/Add.13.

⁷² Ibid., Supplément n° 30 (A/40/30 et Corr.1), par. 162.

être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible",

Rappelant que, conformément à l'article 8 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁷³, les Etats parties doivent prendre "toutes les mesures appropriées pour que les femmes, dans des conditions d'égalité avec les hommes et sans aucune discrimination, aient la possibilité de représenter leur gouvernement à l'échelon international et de participer aux travaux des organisations internationales",

Réaffirmant ses résolutions pertinentes relatives à la nécessité d'accroître tant le nombre total de femmes aux postes soumis à la répartition géographique que la proportion de femmes aux postes de rang élevé et de direction à l'Organisation,

Notant les recommandations figurant au paragraphe 358 des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme⁷⁴ en ce qui concerne le recrutement, la promotion et l'organisation des carrières des femmes dans tous les organes et organismes des Nations Unies,

Convaincue que les femmes devraient se voir offrir les mêmes possibilités que les hommes de servir la communauté internationale à tous les niveaux de responsabilité et que des progrès à ce sujet ne peuvent être réalisés que si les organisations elles-mêmes, aux niveaux les plus élevés, font preuve de détermination à cet égard en appliquant des pratiques responsables en matière de gestion,

1. *Se félicite* des efforts que le Secrétaire général continue de déployer pour améliorer la situation des femmes au Secrétariat et, en particulier, du programme d'action et des plans de travail exposés dans son rapport sur l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat⁷⁵, ainsi que du fait qu'il apporte toute l'assistance nécessaire à la réalisation efficace de ces tâches;

2. *Prend note* de la décision du Secrétaire général de nommer à nouveau pendant l'exercice biennal 1986-1987, à titre temporaire, un coordonnateur pour l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies;

3. *Prie* le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour accroître le nombre de femmes occupant des postes soumis à la répartition géographique en vue d'atteindre, dans la mesure du possible, un taux global de participation de 30 p. 100 du total de ces postes d'ici à 1990, sans préjudice du principe de la répartition géographique équitable;

4. *Réitère* que les fonctions du Coordonnateur ne doivent pas faire double emploi avec celles du Bureau des services du personnel et souligne que ce bureau continuera d'exercer une responsabilité d'ensemble et d'appliquer toutes les directives de l'Assemblée générale et politiques du Secrétaire général en ce qui concerne les questions relatives au personnel, y compris toutes les politiques visant l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat, et en particulier le programme d'action et les plans de travail exposés dans le rapport du Secrétaire général⁷⁶;

5. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa quarante et unième session, sur les

progrès réalisés en ce qui concerne l'application du programme d'action et des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

6. *Demande de nouveau* aux Etats Membres de continuer à appuyer les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées et organismes apparentés pour accroître la proportion de femmes dans la catégorie des administrateurs et les catégories supérieures, notamment en présentant la candidature d'un plus grand nombre de femmes.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

C

RESPECT DES PRIVILEGES ET IMMUNITES DES FONCTIONNAIRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET ORGANISMES APPARENTES

L'Assemblée générale,

Rappelant les Articles 100 et 105 de la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant ses résolutions antérieures, en particulier la résolution 39/244 du 18 décembre 1984,

Réitérant l'obligation qu'ont les fonctionnaires, dans l'exercice de leurs fonctions, de respecter pleinement les lois et règlements des Etats Membres,

1. *Prend acte avec préoccupation* du rapport que lui a présenté le Secrétaire général au nom du Comité administratif de coordination⁷⁶;

2. *Déplore* le nombre croissant de cas d'enlèvement et de détention de fonctionnaires, d'experts et de personnel militaire des Nations Unies par des groupes et individus armés;

3. *Demande* à tous les Etats Membres qui ont actuellement des fonctionnaires des Nations Unies en état d'arrestation ou de détention d'examiner ces cas et de coordonner leurs efforts avec ceux du Secrétaire général afin de régler chaque cas au plus vite;

4. *Demande* aux fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, en particulier de l'article 1.8 du Statut, et des dispositions correspondantes applicables au personnel des autres organisations;

5. *Demande* au Secrétaire général, en sa qualité de plus haut fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies, de continuer personnellement à servir d'interlocuteur en vue de promouvoir et d'assurer le respect des privilèges et immunités des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et organismes apparentés, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour exécuter les mandats qui lui ont été confiés par l'Assemblée générale, tels qu'ils sont énoncés aux paragraphes 7 et 8 de la résolution 39/244.

122^e séance plénière
18 décembre 1985

⁷³ Résolution 34/180, annexe.

⁷⁴ Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.10), chap. I, sect. A.

⁷⁵ A/C.5/40/30, sect. III.B et IV.

⁷⁶ A/C.5/40/25.